



L'Union Européenne doit intervenir pour stopper la dérive autoritaire en France

Samedi dernier, une manifestation à l'appel de la Confédération Paysanne, des Soulèvements de la Terre et de Bassines Non Merci a réuni plus de 30 000 personnes à Sainte-Soline en France pour protester contre la construction de méga-bassines. Les méga-bassines sont des infrastructures qui visent à accaparer l'eau pour maintenir un modèle agricole industriel très dépendant de l'irrigation de masse. Ces infrastructures ont un impact négatif sur les milieux naturels et ne profitent qu'à une très petite minorité d'agriculteurs, au dépens de tous les autres.

Suite au déploiement exagéré des moyens policiers, on déplore plus de 200 manifestants blessés, dont deux personnes dans le coma et des dizaines d'autres avec des traumatismes graves. ECVC espère que les blessés se rétabliront rapidement et elle leur envoie ses salutations fraternelles.

ECVC exprime sa consternation face à la répression du mouvement social de défense de l'eau et sa solidarité profonde avec la Confédération Paysanne, les Soulèvements de la Terre et Bassines Non Merci. Rien ne justifie un tel déploiement des forces policières et l'usage d'armes de guerre face à une manifestation citoyenne.

Ces événements interviennent dans le contexte d'une mobilisation sociale massive contre la réforme des retraites, mobilisations qui ont elles-aussi été réprimées avec une violence inouïe.

Alors que de multiples voix, y compris un rapporteur spécial des droits humains de l'ONU, Clément Voule, et la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, appellent le gouvernement français à sortir de cette escalade répressive, le président de la République française décide de ne rien céder et le ministre de l'intérieur fait le choix d'annoncer la dissolution des Soulèvements de la Terre.

Tout cela n'est qu'une tentative de faire taire celles et ceux qui, courageusement et de façon pacifique, demandent à l'Etat d'agir et de prendre ses responsabilités en faveur de l'intérêt général face à l'urgence climatique, environnementale et sociale.

Nous demandons à l'Union Européenne d'intervenir pour exiger l'arrêt de la répression et la criminalisation des mouvements sociaux en France. Le droit de manifester est un droit humain et les gouvernements se doivent de le respecter.

Nous demandons à l'Union Européenne d'offrir sa médiation pour rétablir le dialogue social en France et faire cesser les violations des droits humains.

L'Union Européenne doit aussi entamer un travail sur la préservation et la répartition juste des droits d'usage du bien commun que représente l'eau, tout en permettant une transition vers un modèle d'agriculture qui protège cette ressource.

Contacts: press@eurovia.org

Paola Gioia: ECVC Coordinating Committee (CC) Member, paula.gioia@eurovia.org, +49 178 1390024 - EN, PT, DE, ES

Alessandra Turco: ECVC CC Member, cascinamalerbe@gmail.com, +39 347 642 7170 - IT, ES, FR

Andoni Garcia: ECVC CC Member, garciaarriola@gmail.com, +34 636 45 15 69 - EUK, ES

Morgan Ody: ECVC CC Member, morgan@viacampesina.org, +33 6 26 97 76 43 - FR, EN, ES